

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°906 du Mardi le 11 Août 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Allemagne

Le Rhin en passe d'être «coupé en deux» avec la sécheresse

Le niveau de l'eau est si bas que le fleuve risque de ne plus être navigable sur l'ensemble de son cours en Allemagne. Déjà à des niveaux ... • (Page 08)

Consommation

Climat et conflits font flamber les prix alimentaires

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont progressé en juillet pour atteindre leur niveau le plus élevé ... • (Page 09)

Sécurisation des investissements dans la Sous-région • (Page 03)

Yacouba Tall invite les opérateurs économiques à recourir à l'arbitrage



UEMOA

Une stratégie prépare les entreprises à la concurrence continentale

Umoa-Titres

Le Togo lève 22 milliards FCFA

Le Togo a levé 22 milliards FCFA lors de sa nouvelle émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) réalisée le 7 août 2026 sur le marché financier régional ... • (Page 02)

Coopération Sud-Sud

Madagascar s'inspire de l'expérience togolaise en matière d'industrialisation

Du 6 au 12 août 2026, une délégation malgache est en mission de travail au Togo pour s'inspirer des expériences du pays en matière d'écosystèmes ... • (Page 04)

Afrique de l'Ouest

La croissance devrait atteindre 4,6 % en 2026

La croissance de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 4,6 % en 2026, portée par une résilience économique soutenue, selon les « Perspectives économiques régionales 2026 » du Groupe de la Banque africaine de développement. ... • (Page 06)

Tône/Religion

10ème séminaire national de formation islamique ouverte à Dapaong

La 10è édition du Séminaire national de formation islamique (SENAFI) s'est ouverte le samedi 8 août à Dapaong sur le thème : « Former le leader musulman... » • (Page 11)



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Umoa-Titres

Le Togo lève 22 milliards FCFA

Le Togo a levé 22 milliards FCFA lors de sa nouvelle émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) réalisée le 7 août 2026 sur le marché financier régional de l'UMOA. L'opération a suscité 100 milliards FCFA de soumissions, soit un taux de couverture de 500 %.

• Vivien Atakpabem

Une demande largement supérieure au montant recherché. Le Togo poursuit sa stratégie de mobilisation de ressources sur le marché financier régional. À l'issue de l'émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) réalisée le vendredi 7 août 2026, le Trésor public a finalement retenu 22 milliards FCFA, alors que le montant initialement recherché était de 20 milliards FCFA. L'opération a enregistré un fort intérêt de la part des investisseurs. Les soumissions ont atteint 100 milliards FCFA, représentant un taux de couverture de 500 %. Face à cette demande, les autorités togolaises ont ainsi décidé de retenir 2 milliards FCFA supplémentaires par rapport à l'objectif initial.

Des obligations sur trois et cinq ans

Les titres émis sont répartis sur deux maturités. Les obligations à trois ans sont rémunérées au taux d'intérêt de 6,15 %, tandis que celles à cinq ans offrent un taux de 6,35 %. Cette nouvelle opération confirme l'accès régulier du Togo



au marché régional pour financer ses besoins budgétaires. Elle intervient dans un contexte où les États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sollicitent fortement les ressources disponibles sur le marché régional.

285 milliards FCFA mobilisés depuis janvier

Avec cette nouvelle levée, le Togo porte à 285 milliards FCFA le montant total mobilisé sur le marché financier régional depuis le début de l'année 2026. Le pays a ainsi réalisé environ 61,6 % de son programme annuel de financement, fixé à 463,5 milliards FCFA sur le marché UMOA-Titres. Cette progression traduit une mobilisation régulière des ressources nécessaires au financement des enga-

gements de l'État.

Soutenir l'exécution du budget 2026

Les fonds issus de cette opération contribueront au financement du budget de l'État, exercice 2026, arrêté à 2 751,5 milliards FCFA, en équilibre entre les ressources et les charges. À travers ces émissions successives, le Trésor public cherche à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des priorités budgétaires et des programmes de développement du pays. La forte demande enregistrée lors de cette dernière opération témoigne, par ailleurs, de l'intérêt des investisseurs pour les titres publics togolais et de la capacité du pays à mobiliser des ressources sur le marché régional de l'UMOA.

AUX DÉCIDEURS ...

Passer des orientations à l'action

Le séminaire national des Gouverneurs et Préfets, tenu les 5 et 6 août 2026 à Blitta, aura eu le mérite de poser, sans détour, les réalités de l'administration territoriale togolaise. Pendant deux jours, les représentants de l'État dans les territoires ont parlé de leurs difficultés, confronté leurs expériences et réfléchi aux moyens de rendre l'action publique plus efficace au plus près des populations.

L'intérêt d'un tel rendez-vous ne réside cependant pas uniquement dans la qualité des échanges. Il se mesure surtout à la capacité de l'administration à transformer les constats en décisions et les recommandations en résultats concrets.

Retards dans la transmission des rapports, difficultés de collaboration avec certains ministères sectoriels, insuffisance de personnel qualifié, contraintes matérielles et financières, difficultés d'interprétation des textes : les préoccupations soulevées à Blitta ne sont pas anodines.

Elles révèlent les fragilités auxquelles peuvent être confrontées les structures déconcentrées de l'État. Or, ces structures constituent le visage de l'administration auprès des citoyens. Leur efficacité conditionne donc, en grande partie, la perception que les populations ont de l'État et de sa capacité à répondre à leurs besoins.

Les orientations données par le ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, Colonel AWATE Hodabalo, mettent justement l'accent sur la discipline administrative, le respect des procédures et des délais ainsi que l'amélioration de la circulation de l'information. Un rapport transmis tardivement, une information qui ne circule pas, une procédure mal maîtrisée ou une responsabilité mal définie peuvent ralentir toute une chaîne administrative. À l'inverse, une administration rigoureuse, organisée et réactive renforce la confiance et améliore l'efficacité de l'action publique.

La décentralisation et la déconcentration ne peuvent produire pleinement leurs effets que si elles s'accompagnent d'un dialogue permanent entre l'administration centrale, les autorités territoriales et les collectivités locales.

L'État doit être présent dans les territoires, mais cette présence ne doit pas se limiter à l'exercice de missions administratives ou régaliennes. Elle doit aussi se traduire par une capacité à écouter, anticiper et apporter des réponses adaptées aux réalités locales.

Le renforcement de l'appui-conseil aux collectivités territoriales évoqué lors du séminaire va dans ce sens. De même, la poursuite de la modernisation de la gestion des chefferies traditionnelles constitue un enjeu important pour une gouvernance locale cohérente avec les réalités socioculturelles du pays. La création envisagée de cellules de communication dans les Gouvernorats et Préfectures mérite donc une attention particulière. Encore faut-il que ces structures disposent des compétences et des moyens nécessaires pour être réellement opérationnelles.

Informers rapidement, expliquer les décisions publiques et rendre compte de l'action menée dans les territoires sont désormais des éléments essentiels de la gouvernance.

Les recommandations formulées ne doivent donc pas rester au stade des actes de séminaire. Elles doivent être assorties d'un calendrier, de responsabilités clairement établies et, surtout, d'un mécanisme de suivi permettant d'évaluer les progrès accomplis.

La rencontre nationale annoncée des secrétaires généraux peut constituer une première étape dans cette démarche d'harmonisation des pratiques.

Une administration territoriale efficace doit être capable de décider dans les délais, de communiquer clairement, de coordonner ses actions, de gérer convenablement ses ressources et de rendre compte de ses responsabilités. L'administration territoriale togolaise dispose désormais d'une feuille de route faite de rigueur, de modernisation, de proximité et de responsabilité. Il lui revient de démontrer, dans les territoires, que ces principes peuvent se traduire en résultats concrets pour les populations.

M.T

Image du jour

WEBINAIRE

Thème
RÉSERVER ET ANTICIPER LES DESACCORDS ADMINISTRATIFS : PROTEGEZ VOS DROITS

Jeu. 13 Août 2026 10h00 En ligne sur Zoom

ID de réunion : 846 6778 0585
Code secret : 579210

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
• Source : tresor.economie.gouv.fr

Sécurisation des investissements dans la Sous-région

Yacouba Tall invite les opérateurs économiques à recourir à l'arbitrage

Présent au Forum de la presse économique et internationale de l'Afrique de l'Ouest à Dakar, le Président de la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI) a expliqué aux journalistes de l'espace UEMOA, lors des interviews que l'arbitrage est un pilier de la sécurité des investissements dans la sous-région.

• Junior Aredola

Le Président Yacouba Tall a pris part aux travaux du 24 au 27 juin à Dakar, une initiative de la plateforme médias Uemoa, une rencontre qui a réuni plus de deux cent journalistes de l'espace communautaire.

Profitant de cette tribune, il a mené une véritable campagne de sensibilisation sur l'importance des modes alternatifs de règlement des litiges (MARL) pour le développement du secteur privé ouest-africain.

Une justice sur-mesure et équivalente aux tribunaux étatiques.

Répondant aux interviews des professionnels des médias, le Président Yacouba Tall a d'emblée tenu à expliquer la nature de la Cour d'arbitrage. Créée par l'État de Côte d'Ivoire, la CACI s'inscrit pleinement au sein des juridictions commerciales et s'adresse en priorité aux opérateurs économiques et aux investisseurs, a-t-il expliqué. Elle ne se substitue pas à la justice étatique, mais s'impose comme une alterna-



tive crédible, rapide et hautement sécurisée.

« Quand on met son argent quelque part, on a besoin de sécurité. Et cette sécurité, c'est ce que la Cour d'arbitrage apporte à travers ses procédés » a indiqué Yacouba Tall, Président de la CACI

Un point essentiel a été clarifié par le Président : "les décisions rendues par la Cour d'arbitrage (les sentences arbitrales) possèdent exactement la même force juridique et

la même valeur que les décisions issues des tribunaux étatiques. Elles constituent un levier majeur pour l'amélioration du climat des affaires dans l'espace communautaire" a rassuré le Président.

Malgré ces atouts indé-

niables, le Président Tall a reconnu sans détour que les centres d'arbitrage souffrent encore d'un manque de notoriété sur le continent africain.

Pour illustrer la marge de progression des pays africains, il a dressé un

parallèle édifiant avec les puissances économiques d'Asie : " A Singapour, Shanghai ou Pékin, les opérateurs économiques sollicitent massivement les centres d'arbitrage, souvent bien plus que les tribunaux classiques de l'État" a affirmé le Président.

En Afrique de l'Ouest, a-t-il indiqué bien que cette dimension ne soit pas encore atteinte, la Côte d'Ivoire bénéficie de sa position de hub pour faire rayonner cette institution à l'échelle internationale. « Notre rôle est de faire connaître au maximum la Cour d'arbitrage de Côte d'Ivoire et d'Afrique aux consommateurs économiques. C'est leur affaire, c'est fait pour eux », a-t-il insisté, optimiste quant à une adoption rapide de ces mécanismes par le marché local.

La désaffection relative des entreprises envers les tribunaux étatiques est souvent liée aux lenteurs procédurales ou à des suspicions d'impartialité. Sur ce point, le Président Tall s'est voulu catégorique

et rassurant : « Je demande aux opérateurs économiques de faire confiance au centre d'arbitrage de l'espace UEMOA parce que la justice y est rendue. Elle y est juste, et il n'y a pas de corruption. Les opérateurs économiques ont tout intérêt à venir vers nous" a-t-il dit.

Afin de démystifier l'institution, le Président a brièvement rappelé le fonctionnement de cette justice privée et consensuelle. "Le choix des juges : Les deux parties en conflit sélectionnent chacune leur arbitre. La constitution du tribunal : Ces deux arbitres désignent ensemble un troisième membre qui assurera la présidence du tribunal arbitral, formant ainsi un collège de trois juges. Le suivi technique : Les décisions prises s'inscrivent dans un cadre rigoureux, soutenu par le travail continu d'un comité technique spécifiquement mis en place pour garantir l'intégrité et le suivi des procédures " a-t-il insisté.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dettes publiques (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

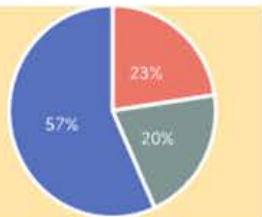
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

UEMOA

Une stratégie prépare les entreprises à la concurrence continentale

A l'heure où l'intégration économique africaine accélère avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'UEMOA entend renforcer la capacité de ses entreprises à affronter une concurrence élargie. La Commission mise notamment sur une stratégie sectorielle et une adaptation de l'application des règles de concurrence dans certaines filières jugées prioritaires.

● Hélène Martelot

L'ouverture progressive des marchés africains représente à la fois une opportunité et un défi pour les entreprises de l'espace UEMOA. Pour leur permettre de mieux se positionner dans ce nouvel environnement concurrentiel, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine travaille à la mise en place d'une stratégie destinée à renforcer leur compétitivité. Selon Melaine Cohou Tchokponhoue, directeur de la concurrence à la Commission de l'UEMOA, cette stratégie bénéficie d'un financement important et doit être déployée dans l'ensemble des États membres.

Se préparer à la concurrence continentale

L'objectif affiché est de permettre aux entreprises de l'Union de se préparer à l'entrée en vigueur effective des nouveaux mécanismes liés à la Zone de libre-échange continentale africaine. « L'idée est de permettre à nos entreprises d'être aguerries pour faire face à la compétition internationale », explique le directeur de la concurrence de l'UEMOA. Cette orientation traduit la volonté de l'Union de ne pas limiter l'intégration régionale à une simple ouverture des marchés. Il s'agit également de donner aux entreprises communautaires les moyens de tirer profit de cette ouverture



et de résister à l'arrivée de nouveaux concurrents sur leurs marchés.

Une stratégie construite autour de filières prioritaires

Pour renforcer la compétitivité du tissu productif régional, la Commission de l'UEMOA a elle-même adopté un plan stratégique fondé sur le développement de plusieurs filières considérées comme prioritaires. Cette approche doit guider l'action des différents services de la Commission. L'objectif est notamment de concentrer les efforts sur des secteurs identifiés comme présentant un potentiel important pour le développement économique de l'Union. La politique de concurrence n'échappe pas à cette orientation.

Vers un assouplissement ciblé des règles de concurrence ?

L'un des éléments importants de cette stratégie concerne précisément l'application des règles de concurrence. La Commission envisage un certain assouplissement de leur application pour accompagner le développement des filières retenues comme prioritaires. Il ne s'agit pas, selon cette approche, de renoncer aux principes de

la concurrence, mais de tenir compte des impératifs de développement de certains secteurs stratégiques pour l'Union. Cette évolution pose un enjeu majeur : trouver l'équilibre entre la préservation d'une concurrence saine sur les marchés communautaires et la nécessité de permettre à certaines entreprises et filières de gagner en taille, en productivité et en compétitivité. Pour l'UEMOA, l'enjeu dépasse donc la seule protection du marché communautaire. La priorité est désormais de favoriser l'émergence d'entreprises suffisamment solides pour évoluer dans un marché africain beaucoup plus vaste. L'entrée dans une nouvelle phase de l'intégration commerciale africaine oblige en effet les entreprises de l'espace UEMOA à revoir leurs stratégies, à améliorer leur productivité et à renforcer leur capacité à faire face à des concurrents venus d'autres régions du continent. A travers son plan stratégique et l'accompagnement des filières prioritaires, la Commission entend ainsi créer un environnement plus favorable au développement des entreprises de l'Union. Le défi sera désormais de transformer ces orientations en gains concrets de compétitivité pour les entreprises, tout en veillant à ce que l'assouplissement envisagé des règles de concurrence reste ciblé et compatible avec les objectifs d'un marché régional équitable.



Coopération Sud-Sud

Madagascar s'inspire de l'expérience togolaise en matière d'industrialisation

Du 6 au 12 août 2026, une délégation malgache est en mission de travail au Togo pour s'inspirer des expériences du pays en matière d'écosystèmes agricoles, de transformation industrielle et de promotion de l'investissement privé.



● Joël Yanclo

Des échanges autour de l'expérience togolaise. Le Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements, de l'Industrie et de la Souveraineté économique accueille, du 6 au 12 août 2026, une délégation du Ministère de l'Industrialisation et du Développement du Secteur Privé de Madagascar. Cette mission de travail s'inscrit dans une dynamique d'échange d'expériences entre les deux pays africains. Elle offre aux représentants malgaches l'occasion de mieux comprendre les approches développées par le Togo pour soutenir l'industrialisation, renforcer les chaînes de valeur et attirer davantage d'investissements privés. Les discussions portent notamment sur le développement des écosystèmes agricoles et des zones de transformation industrielle, ainsi que sur les différents mécanismes mis en place pour créer un environnement favorable à l'investissement privé.

La PIA au cœur de la mission



Dans le cadre de cette mission, une visite de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) est prévue. Cette étape permettra à la délégation malgache de découvrir les infrastructures de cette plateforme et de mieux appréhender son modèle de développement. Les échanges porteront également sur les mécanismes de partenariat public-privé qui contribuent au développement de la plateforme industrielle. La visite devrait ainsi permettre aux deux parties de partager leurs expériences sur les conditions nécessaires à la création d'écosystèmes industriels intégrés et attractifs. À travers la PIA, le Togo entend notamment favoriser la transformation locale des matières premières, le développement des activités industrielles et la création de valeur sur le territoire.

Renforcer les échanges d'expériences entre pays africains

Au-delà des aspects techniques, cette mission constitue un cadre de dialogue sur les politiques publiques susceptibles d'accélérer le développe-

ment du secteur privé et la transformation industrielle en Afrique. Elle illustre l'intérêt croissant des échanges d'expériences entre États africains, dans un contexte où les pays du continent cherchent à renforcer leurs capacités productives, attirer les capitaux privés et développer des chaînes de valeur locales. Pour le Togo comme pour Madagascar, ces échanges peuvent contribuer à identifier des pratiques reproductibles et à favoriser l'émergence de nouvelles formes de coopération dans les domaines de l'investissement, de l'industrie et du développement du secteur privé.

Le partenariat public-privé, vecteur d'industrialisation

La mission malgache met ainsi en lumière l'importance du partenariat entre pouvoirs publics et secteur privé dans la réalisation des ambitions industrielles des pays africains. À travers le partage de son expérience, le Togo entend contribuer à une dynamique de coopération Sud-Sud axée sur des so-



lutions concrètes en matière d'investissement et d'industrialisation. Cette démarche pourrait également ouvrir la voie à de nouvelles opportunités de collaboration entre les acteurs économiques des deux pays.



Aquaamazonne
ADVENTURE

AQUAMAZONE Adventure

**Samedi &
Dimanche
Jours fériés
11h - 18h**

ACTIVITÉS

- PEDALO
- CANOË KAYAK
- PADDLE
- BATEAU À PEDALES
- PIROGUE
- JET SKI

*Évasion nautique
Inoubliable!*

☎ +229 01 **54 28 44 44**
☎ +229 01 **60 15 04 04**
✉ aquamazonne229@gmail.com
🌐 www.aquamazonne.com

Suivez-nous sur

📺 📷 📱 📺 **Aquamazonne**

📍 Adouanko village, Route des Pêches,
Aquamazonne Embarcadère

Afrique de l'Ouest

La croissance devrait atteindre 4,6 % en 2026

La croissance de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 4,6 % en 2026, portée par une résilience économique soutenue, selon les « Perspectives économiques régionales 2026 » du Groupe de la Banque africaine de développement.

● Wilson Lawson

L'Afrique de l'Ouest a fait preuve de résilience économique en 2025, enregistrant une croissance de 4,8 %, supérieure à la moyenne continentale de 4,4 %, malgré les tensions géopolitiques, l'insécurité dans certaines parties de la région, la fragmentation croissante de l'économie mondiale et la forte volatilité des marchés financiers internationaux. C'est l'un des principaux enseignements des « Perspectives économiques régionales 2026 de l'Afrique de l'Ouest », publiées le 28 juillet à Abidjan par le Groupe de la Banque africaine de développement, en même temps que le Rapport pays 2026 sur la Côte d'Ivoire. Les perspectives de la région demeurent prometteuses, avec une croissance projetée à 4,6 % en 2026,



portée par le renforcement de l'investissement privé, la reprise de la demande intérieure, la poursuite des investissements dans les infrastructures ainsi que l'expansion des secteurs pétrolier, gazier et minier. Toutefois, la persistance des tensions géopolitiques, l'inflation mondiale durable, les vulnérabilités croissantes liées à la dette publique et le resserrement des conditions financières pourraient peser sur ces perspectives positives. Le rapport montre également que l'Afrique de l'Ouest peut combler son déficit

annuel de financement du développement, estimé entre 90 et 100 milliards de dollars américains, grâce à une mobilisation accrue des ressources nationales, au renforcement de la gestion des finances publiques et à une meilleure orientation des capitaux locaux vers des investissements productifs. Selon le rapport, les difficultés de financement de la région tiennent moins à une pénurie de capitaux qu'à la fragmentation et à la sous-utilisation des ressources financières existantes. Il appelle à des

réformes visant à mobiliser les recettes intérieures, à renforcer l'intermédiation financière et à mettre à profit les ressources locales de long terme nécessaires à une transformation structurelle favorisant une croissance inclusive. Le rapport « Perspectives économiques régionales 2026 » révèle que le ratio moyen impôts/PIB de l'Afrique de l'Ouest s'est établi à 9,9 % au cours des cinq dernières années, bien en deçà du critère de convergence de l'UEMOA fixé à 20 %. Selon le rapport, cette situa-

tion limite la capacité des gouvernements à financer leurs priorités de développement et à renforcer leur résilience budgétaire.

La Côte d'Ivoire confirme son rôle de locomotive régionale

La Côte d'Ivoire demeure la plus grande économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, 8 pays) et devrait enregistrer une croissance de 6,5 % en 2025. Le Rapport pays 2026 sur la Côte d'Ivoire souligne également que la dynamique économique du pays reste solide. Le maintien de cette dynamique dépendra de la poursuite des réformes et d'une mobilisation accrue des ressources publiques et privées. Les tensions commerciales, l'incertitude géopolitique, les pressions inflationnistes

et le durcissement des conditions de financement internationales pourraient peser sur les perspectives de croissance et d'investissement. Le rapport souligne que l'ambition de la Côte d'Ivoire d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2030 dépendra de sa capacité à accélérer son industrialisation, le développement de son secteur privé et de l'élargissement de son espace budgétaire. Pour soutenir cette ambition, le Rapport pays 2026 sur la Côte d'Ivoire met en avant plusieurs priorités : une plus grande formalisation de l'économie, une amélioration de la fiscalité foncière et minière, une meilleure taxation du commerce électronique, la poursuite des réformes du secteur financier et une mobilisation accrue des investissements nationaux et étrangers.

Niger

La COLDEFF recouvre 74 milliards FCFA, en 3 ans

En moins de trois ans d'activité, la Commission de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale (COLDEFF) a porté à plus de 74 milliards FCFA les fonds recouverts au profit de l'État nigérien, dont 12 milliards FCFA en numéraire au cours des douze derniers mois.

La Commission de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale (COLDEFF) du Niger a annoncé le mercredi 5 août, avoir recouvré près de 12 milliards FCFA (21,2 millions \$) en numéraire au cours des onze à douze derniers mois. Cette nouvelle collecte porte à un peu plus de 74 milliards de francs CFA (130,5 millions \$), le montant total des fonds récupérés depuis la création de l'institution en septembre 2023. Selon son président, le colonel Zennou Moussa Aghali (photo), « Les 12 milliards, c'est du recouvrement en cash. Il n'y a ni actions, ni biens immobiliers », a-t-il précisé.

Des recouvrements en hausse

Ce nouveau bilan s'inscrit dans la continuité des résultats annoncés en août 2025. À cette période, la commission avait indiqué



avoir recouvré plus de 63,8 milliards FCFA en numéraire et plus de 5 milliards FCFA en biens immobiliers. Son président avait alors rejeté les informations faisant état de disparitions de dossiers, assurant que les procédures engagées étaient sécurisées et conduites jusqu'à leur terme. Le colonel Zennou Moussa Aghali a rappelé que les textes régissant la COLDEFF ne permettent pas de divulguer l'identité des personnes visées par les procédures de recouvrement. Il a également indiqué que l'action de la commission repose sur des sanctions de nature pécuniaire destinées à permettre la restitution des avoirs au profit de l'État, dans le respect du

cadre légal. À l'issue d'un entretien avec le chef de l'État nigérien, le colonel Zennou Moussa Aghali a précisé que les autorités avaient demandé à la commission de poursuivre les opérations de recouvrement avec détermination, tout en garantissant le respect des droits des personnes concernées. Créée le 13 septembre 2023, la COLDEFF est chargée de lutter contre les détournements de deniers publics, la mauvaise gouvernance et d'assurer le recouvrement des avoirs illicites. L'institution est composée de 35 membres assermentés disposant de pouvoirs d'investigation auprès des administrations publiques et des structures privées.

Avec Agence Ecofin

Raffinerie Dangote

Johannesburg veut sa part de la plus grosse introduction en Bourse jamais tentée en Afrique

L'opérateur de la Bourse de Johannesburg a confirmé le mercredi 5 août, avoir engagé des discussions avec le groupe Dangote. La raffinerie de Lagos s'introduira d'abord sur la place nigériane, avant une éventuelle cotation en Afrique du Sud. Six Bourses africaines, dont la BRVM, suivent le dossier depuis le printemps.

C'est l'opération que toutes les places financières du continent regardent. Dangote Petroleum Refinery and Petrochemicals a déposé son dossier auprès du régulateur boursier nigérien, et vise une introduction en octobre, pour un montant d'environ 5 milliards USD. Interrogée par Reuters, la Bourse de Johannesburg a indiqué que le groupe compte s'introduire d'abord au Nigeria, « mais avec la ferme intention » d'amener ensuite la cotation en Afrique du Sud. L'ordre des opérations compte. La cotation principale se fera sur le Nigerian Exchange, et le montant final dépendra de ce que la Securities and Exchange Commission nigérienne approuvera. Un prospectus pourrait être publié en septembre. À 5 milliards USD, l'offre représenterait un peu plus



de 4 % de la capitalisation de la place de Lagos, qui s'élevait mardi à 116 milliards USD. Le montage régional n'est pas nouveau. Le 1er avril à Lagos, le groupe NGX avait réuni les dirigeants de la Bourse de Johannesburg, de celles de Nairobi, d'Accra et d'Addis-Abeba, ainsi que de la BRVM, qui couvre les 8 pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), sous l'égide de l'Association des Bourses africaines. « Le projet est de structurer une introduction panafricaine », avait alors déclaré Frank Mwit, le directeur

général de la Bourse de Nairobi. Attention toutefois à la mécanique. Une double cotation directe n'est pas prévue à ce stade : les autres marchés passeraient par des certificats représentatifs d'actions ou des produits cotés adossés aux titres nigériens, c'est-à-dire des instruments qui répliquent la valeur de l'action sans que celle-ci quitte Lagos. Le Kenya, lui, pourrait mobiliser jusqu'à 500 millions USD, portés notamment par ses fonds de pension. L'actif justifie ces convoitises. Construite pour environ 20 milliards USD, la raffinerie Dangote traite 650 000 barils par jour, a démarré sa production en 2024, et a progressivement atteint sa pleine capacité cette année. La compagnie pétrolière nationale nigérienne (NNPC) en détient un peu plus de 7 %.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 10 août 2026

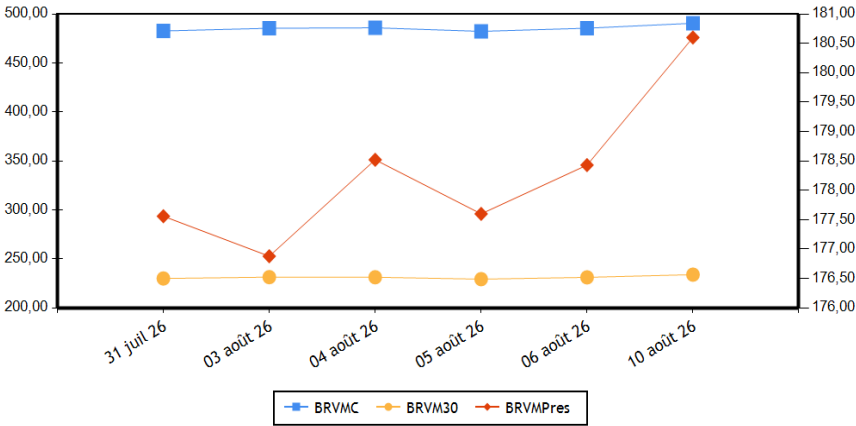
N° 149

BRVM COMPOSITE	490,51
Variation Jour	1,04 %
Variation annuelle	41,87 %

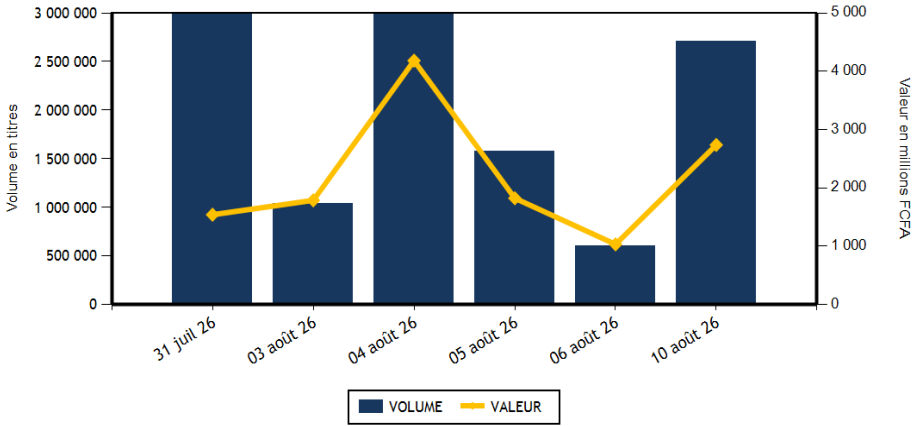
BRVM 30	233,99
Variation Jour	1,20 %
Variation annuelle	40,75 %

BRVM PRESTIGE	180,60
Variation Jour	1,22 %
Variation annuelle	25,20 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	18 895 907 784 609	1,04 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 682 826	350,95 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 507 385 777	164,24 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	28	12,00 %
Nombre de titres en baisse	13	-7,14 %
Nombre de titres inchangés	6	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 908 381 775 295	-0,19 %
Volume échangé	23 593	173,42 %
Valeur transigée (FCFA)	230 200 541	174,12 %
Nombre de titres transigés	15	87,50 %
Nombre de titres en hausse	5	400,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	7 615	7,48 %	130,76 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 280	7,29 %	44,30 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	2 265	7,09 %	88,75 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 995	6,77 %	28,27 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 135	6,75 %	-3,83 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	4 990	-4,95 %	50,98 %
SOGB CI (SOGC)	7 875	-2,78 %	-0,32 %
SETAO CI (STAC)	2 630	-1,68 %	98,49 %
SICABLE CI (CABC)	3 500	-1,41 %	48,31 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 910	-1,02 %	17,10 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	180,60	1,22 %	25,20 %	51 422	959 470 440	12,77
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	370,60	0,74 %	70,27 %	2 631 404	1 547 915 337	19,92

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	196,04	1,04 %	47,24 %	2 682 826	2 507 385 777	15,93

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	114,76	1,22 %	20,93 %	22 588	472 079 715	11,17
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	203,60	0,25 %	17,67 %	39 089	122 016 885	39,86
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	238,48	0,99 %	63,50 %	2 516 923	1 193 003 007	15,83
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	285,83	0,29 %	32,28 %	29 945	498 930 430	10,40
BRVM - INDUSTRIELS	6	212,78	2,42 %	60,79 %	56 801	139 983 425	109,25
BRVM - ENERGIE	4	163,16	2,67 %	47,11 %	12 460	43 629 950	18,42
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	227,14	1,85 %	114,49 %	5 020	37 742 365	20,96

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	15,93
Taux de rendement moyen du marché	6,01
Taux de rentabilité moyen du marché	7,06
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	204
Volume moyen annuel par séance	1 922 522,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 761 938 240,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	63,69
Ratio moyen de satisfaction	63,52
Ratio moyen de tendance	99,74
Ratio moyen de couverture	100,26
Taux de rotation moyen du marché	0,24
Prime de risque du marché	0,53
Nombre de SGI participantes	35

Allemagne

Le Rhin en passe d'être «coupé en deux» avec la sécheresse

Le niveau de l'eau est si bas que le fleuve risque de ne plus être navigable sur l'ensemble de son cours en Allemagne.

Déjà à des niveaux historiquement bas faute de précipitations durables, le Rhin pourrait bientôt ne plus être navigable sur l'ensemble de son cours en Allemagne et se retrouver coupé en deux, averti lundi la Fédération allemande de la navigation intérieure (BDB). «L'évolution des niveaux d'eau n'annonce rien de bon», a déclaré au quotidien «Rheinische Post» Jens Schwanen, directeur général de la BDB. Selon lui, le manque de pluie fait que le niveau d'eau à Kaub, en Rhénanie-Palatinat, entre Coblenze et Mayence (ouest), point de référence essentiel pour la navigation et l'économie, devrait tomber pour la première fois cette semaine sous les 10 centimètres. À de tels niveaux d'eau, le Rhin «ne sera plus navigable de manière continue et se retrouvera scindé en deux», empêchant la continuité dans cette région tant pour le transport commercial de marchandises que pour les bateaux d'excursion, a expliqué M. Schwanen. Lundi matin, le niveau de référence à Kaub s'établissait à 17 cm, ce qui correspond à une profondeur du che-



nal navigable de 130 cm, selon la station de mesure locale.

Multiplier les rotations

Le précédent minimum de référence à Kaub remontait à 2018, avec 25 cm, d'après l'autorité des voies navigables (WSV). Le trafic fluvial restera possible entre les ports ARA (Amsterdam, Rotterdam, Anvers) et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie jusqu'aux environs de Cologne, via le Rhin et le réseau de canaux de l'ouest de l'Allemagne, selon M. Schwanen. Plus au sud, la navigation pourra se poursuivre sur des affluents comme le Neckar, la Moselle, le Main et le canal Main-Danube. Conséquence d'un déficit chronique de précipitations combiné à de fortes chaleurs, plusieurs cours d'eau allemands ont enregistré ces derniers jours

des niveaux historiquement bas, des phénomènes exacerbés par le changement climatique. Sur le Rhin, des minima records ont ainsi été relevés ce week-end en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ces faibles niveaux d'eau font que les bateaux transportant des marchandises ne peuvent embarquer qu'une fraction de leur chargement habituel. Les transporteurs doivent multiplier les rotations, ce qui renchérit fortement les coûts logistiques. Le ministre allemand des Transports, Steffen Bilger, a évoqué jeudi dernier la possibilité de suspendre temporairement l'interdiction de circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés afin de transférer davantage de fret vers la route. Des Länder comme la Sarre et la Rhénanie-Palatinat ont déjà mis en œuvre cette mesure.

Avec lematin.ch

Aviation

Apollo s'offre EasyJet pour une somme astronomique

Le fonds américain a racheté la compagnie aérienne low cost pour 6,23 milliards de francs, au terme d'une bataille avec Castlake, sous réserve des autorisations.

Le fonds américain Apollo a remporté jeudi un bras de fer avec son compatriote Castlake pour le rachat de la compagnie aérienne britannique EasyJet, dont il s'empare pour 5,7 milliards de livres (6,23 milliards de francs suisses) au terme de deux mois de négociations et d'enchères. «Apollo suit EasyJet depuis de nombreuses années et estime que le groupe est l'une des entreprises les plus attractives du secteur aérien mondial», a expliqué Apollo dans un communiqué, citant notamment sa «marque de premier plan», mais aussi son «réseau étendu et ses positions solides sur des marchés attractifs». L'annonce est intervenue



peu après l'abandon de l'autre candidat au rachat, le fonds d'investissement Castlake, qui avait fait une offre plus faible et s'était retiré de la course un peu plus tôt jeudi. Deuxième compagnie à bas coûts d'Europe derrière sa concurrente irlandaise Ryanair, EasyJet avait déjà annoncé début juillet un «accord de principe» avec Apollo.

Prix du kérosène

Mais dans un contexte

compliqué pour les compagnies low cost, qui prennent de plein fouet l'envolée des prix du kérosène avec la guerre au Moyen-Orient, la compagnie à la livrée orange a vu ses profits s'effondrer lors de son troisième trimestre décalé. Le bénéfice avant impôts du groupe pour les trois mois achevés fin juin a plongé de 70%, à 85 millions de livres (près de 93 millions de francs suisses), selon les derniers chiffres publiés fin juillet.

Avec lematin.ch

Fronde à la Fifa

L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie veulent dégager Infantino

Les trois entités frondeuses appellent «la famille du football» – les confédérations sud-américaine et africaine à se joindre à leur mouvement.



Déterminées à voir Gianni Infantino quitter la tête de la Fifa, les confédérations européenne (UEFA), nord-américaine (Concacaf) et asiatique (AFC) ont tenté lundi de rallier à leur cause la «famille du football», profondément divisée sur l'issue de la crise. Faut-il forcer l'Italo-Suisse à un vote de confiance? Ou au contraire passer l'éponge et attendre l'élection présidentielle dans sept mois, maintenant que la Fifa a présenté des «excuses» pour son projet avorté d'ouverture à des investisseurs privés, mené sans concertation par son patron? Le football «n'appartient à aucun individu», estiment lundi l'UEFA, la Concacaf et l'AFC dans une «lettre ouverte» commune. «Le leadership (...) ne consiste pas à détenir – ou à exiger – un pouvoir à conserver. C'est un devoir de service envers la famille du football». Selon les trois instances frondeuses, «lorsque la confiance est brisée par la tromperie, lorsqu'un individu se place au-dessus du collectif qui lui a confié l'autorité, ce devoir est abandonné».

Pas de pardon

Sans jamais citer Gianni Infantino, elles balaient donc ses tentatives de sauver son trône, lui qui semblait il y a quelques semaines encore se diriger vers une tranquille réélection le 18 mars 2027 à Rabat, après un Mondial-2026

plus lucratif que jamais. L'UEFA, la Concacaf et l'AFC n'ont nullement été convaincues par la lettre adressée mercredi dernier par la Fifa à ses 211 fédérations, qui reconnaissait des «erreurs» dans l'élaboration en catimini d'un projet de société commerciale finalement abandonné sous la pression. «Cette lettre ne reconnaît pas que la proposition elle-même était fondamentalement erronée», déplorent les présidents et secrétaires généraux des trois instances. «Il n'y a toujours aucune admission que tenter de céder une participation dans la Coupe du monde de la Fifa constituait une grave défaillance de jugement — non seulement une erreur de procédure, mais une rupture fondamentale de confiance envers les institutions mêmes que la Fifa existe pour servir».

L'Afrique et l'Amérique du Sud fidèles à Infantino

Mais alors que les positions semblent se figer après deux semaines de crise Infantino demeure notamment soutenu par les confédérations africaine et sud-américaine, l'UEFA, la Concacaf et l'AFC s'efforcent aussi de rassurer sur leurs intentions et, en creux, de rallier à leur cause les nombreuses fédérations silencieuses. «Il ne s'agit pas d'argent», assurent-elles, sujet hautement sensible puisque la vigueur de la réplique partie d'Europe, où l'UEFA menace toujours de boycotter les tournois de la Fifa, a privé les fédérations tentées par le projet d'Infantino

de la manne financière qu'il leur promettait. Les trois instances ne s'opposent pas à une rallonge aux fédérations, puisqu'elles «ont déjà appelé à une distribution responsable des vastes réserves existantes de la Fifa», souligne leur texte commun. L'UEFA, la Concacaf et l'AFC n'entendent pas non plus «revenir sur l'élargissement des compétitions, les dotations liées à la Coupe du monde ou toute autre décision prise collectivement». En additionnant tous leurs pays membres, les instances européennes, nord-américaines et asiatiques paraissent détenir une confortable majorité dans le système électoral de la Fifa, mais le calcul est trompeur: aucune discipline de vote ne leur est garantie. Le Mexique s'est publiquement démarqué de la ligne de la Concacaf, réaffirmant son soutien à Gianni Infantino, alors que les deux autres organisateurs du dernier Mondial, États-Unis et Canada, ont appuyé lundi après-midi sur X la demande «de changements significatifs renforçant la gouvernance de la Fifa», aux côtés des unions caribéenne et d'Amérique centrale. Loin de cette quasi-unanimité, l'AFC apparaît nettement plus divisée: Qatar, Sri Lanka, Koweït, Liban, Indonésie, Philippines, Mongolie et Bhoutan ont déjà volé au secours du patron de la Fifa, la Jordanie prenant la tête de ses opposants.

Avec lematin.ch

Consommation

Climat et conflits font flamber les prix alimentaires

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont progressé en juillet pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis trois ans, selon une agence des Nations Unies.

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine, les épisodes de chaleur extrême et la hausse des prix de l'énergie ont alimenté le renchérissement des céréales, des huiles végétales et du sucre, malgré le repli des prix de la viande et des produits laitiers. Après plusieurs mois de fluctuations, les marchés agricoles repartent à la hausse. L'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est établi à 131,1 points en juillet 2022, en hausse de 0,6 % par rapport à juin et de 1 % sur un an. Cet indicateur, qui mesure l'évolution des cours internationaux d'un panier de produits alimentaires échangés sur les marchés mondiaux, renoue ainsi avec un niveau inédit depuis trois ans. La hausse provient principalement



des céréales, dont les prix ont progressé de 3,4 % en un mois. Les cours du blé ont ainsi bondi de 5,8 %. Les inquiétudes sur les exportations en provenance de la mer Noire, combinées aux épisodes de chaleur qui frappent plusieurs grandes régions agricoles, alimentent les tensions sur les marchés. Céréales, sucre et huiles tirent les prix vers le haut. Le maïs suit la même trajectoire (+3,6 %), porté par la sécheresse dans certaines zones des États-Unis et par la flambée des prix de l'énergie dans un contexte géopolitique tendu. A contre-courant,

l'indice FAO des prix de l'ensemble des variétés de riz est resté globalement stable. Au-delà des céréales, d'autres marchés agricoles ont également contribué à la progression de l'indice, même si leurs évolutions restent plus contrastées. Le sucre a ainsi enregistré l'une des plus fortes hausses du mois (+5,6 %), effaçant le repli observé en juin. Les marchés ont été soutenus par les craintes liées à « la persistance d'un temps chaud et sec sur les rendements des cultures dans l'Union européenne, ainsi qu'aux effets du phénomène El Niño sur les récoltes des

principaux pays producteurs d'Asie ». Les huiles végétales ont également progressé (+2 %), atteignant leur plus haut niveau depuis juin 2022. Les prix de l'huile de palme ont été portés par la forte demande du secteur indonésien du biodiesel et par la hausse du pétrole brut. Les cours de l'huile de soja ont aussi augmenté, soutenus par une demande robuste aux États-Unis et un regain des importations mondiales.

Viande et produits laitiers marquent le pas

En revanche, les prix mon-

diaux de l'huile de tournesol et de colza ont baissé. Si les produits végétaux ont globalement soutenu la hausse de l'indice, la tendance s'est inversée sur le marché de la viande. Celui-ci a reculé de 2,8 % par rapport à son niveau record de juin, enregistrant sa première baisse mensuelle de l'année. Les prix internationaux de la volaille ont fléchi, principalement en raison de la baisse des cours au Brésil dans un contexte d'offre abondante à l'exportation, tandis que les cours de la viande porcine ont reculé en raison de l'offre abondante dans l'Union européenne et d'une demande mondiale modérée. Le repli s'est également étendu aux produits laitiers, leur

indice ayant reculé de 0,7 % en juillet, sous l'effet de la baisse des cotations du lait entier en poudre, du lait écrémé en poudre et du beurre. « Les prix des fromages commercialisés à l'international ont augmenté pour la première fois depuis un an, la contraction saisonnière de l'offre de lait dans l'Union européenne ayant largement compensé la baisse continue des prix en Océanie ainsi que la pression exercée par l'abondance des exportations et la concurrence accrue des États-Unis », a détaillé la FAO.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier D'importants problèmes matériels se résoudront enfin au cours de cette journée. Cependant, veillez à ne pas vous laisser influencer par votre entourage. Faites-vous confiance et agissez comme vous l'entendez.

Taureau Excellente journée grâce à l'influence de Mercure dans le secteur financier de votre thème. Cette planète promet des gains importants à ceux qui ont su rester fourmis. Elle sera particulièrement bénéfique pour le commerce et pour la médecine. Si vous travaillez dans ces secteurs, ce sera le moment de lancer une offensive publicitaire : elle sera très profitable.

Gémeaux Cet aspect de Pluton pourra avoir un fort impact sur votre vie financière. Quelques natifs sauront profiter de la tension engendrée par cette planète pour améliorer leur situation. Mais la plupart d'entre vous risquent au contraire de traverser une assez mauvaise passe. Cela ne durera pas, mais suffira à vous déstabiliser.

Cancer Grâce au soutien de Neptune, vous pourrez vous permettre cette fois quelques libertés concernant vos finances, à condition, bien sûr, de ne pas dépasser les limites. Si vous devez effectuer d'importantes transactions, entourez-vous de conseillers avisés.

Lion Comme cela arrive si souvent, des soucis concernant votre situation matérielle vous accapareront. Mais pourquoi vous torturer autant ? Diogène, qui avait renoncé aux richesses et aux honneurs, vivait dans un tonneau au bord d'une route. Un jour, Alexandre le Grand s'arrêta devant le tonneau, prit pitié de son occupant et demanda à celui-ci : "Veux-tu que je fasse quelque chose pour toi ?" Et Diogène de répondre : "Ôte-toi de mon soleil !" N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour vous ?

Vierge Privé de l'appui de Jupiter, vous ne pourrez guère compter, comme dernièrement, sur d'appréciables petits coups de chance. Il faudra par conséquent faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Évitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Balance Vous aurez aujourd'hui plus de chance en argent que d'habitude. Une rentrée fortuite est probable. Mais ce n'est pas une raison pour vous dépêcher de dépenser cette somme ; mettez-la sur votre compte d'épargne.

Scorpion Tout ce qui, dans votre thème natal, est lié au plan financier, sera cette fois sous l'influence de planètes favorables, et vous devriez donc obtenir une amélioration sur ce plan. Attention, il ne faudra pas compter sur la chance pure : ce sont vos efforts personnels et votre travail qui seront à la source de cette embellie.

Sagittaire Saturne vous rendra perspicace et astucieux. Vous pourrez vous attaquer à des problèmes matériels délicats. Si vous avez un litige avec votre propriétaire, ou si vous ne parvenez pas à obtenir le remboursement de sommes qui vous sont dues, vous saurez vous y prendre et trouver une solution bonne à souhait.

Capricorne Votre optimisme naturel sera accentué sous l'influence euphorisante de Jupiter. C'est pourquoi vous devrez vous surveiller de près côté finances. Si vous pensez pouvoir vous endetter ou multiplier les emprunts sans subir aucune conséquence néfaste, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises !

Verseau Par sa maîtrise sur le secteur de la vie matérielle, il n'est pas impossible que Jupiter impose à certains d'entre vous une contrainte financière assez importante. C'est vrai surtout pour ceux qui se sont lancés dans des projets exagérément grandioses et qui ont pris des décisions par excès d'optimisme.

Poisson Observez la plus grande prudence en matière pécuniaire, car vous serez fortement tenté de dépenser beaucoup plus que vos moyens ne vous le permettent. Pensez à la possibilité de conflits ou de remontrances à la maison, d'ennuis avec votre banquier.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0650/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports



AVIS N° -- 04 /2026/AMI/DATC/UEMOA
**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN
BUREAU D'ETUDES POUR LA REALISATION DE L'ETUDE D'ACTUALISATION
DU RESEAU ROUTIER COMMUNAUTAIRE DE L'UEMOA**

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2026, envisage la sélection d'un bureau d'études en vue de réaliser l'étude d'actualisation du réseau routier communautaire de l'UEMOA.

2. L'objectif de la mission consiste principalement à actualiser le réseau routier communautaire de l'UEMOA, en vue de proposer une nouvelle catégorisation et dénomination globale (nomenclature) dudit réseau.

Le principal résultat attendu est le réseau routier communautaire actualisé, catégorisé et dénommé.

3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre (4) mois, hors délai d'approbation des livrables.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les bureaux de consultants qualifiés ayant une expérience confirmée dans le domaine identifié, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.

5. Les bureaux de consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : copies certifiées conformes des diplômes ou attestations, certificats ou attestations de travail, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution pour les missions réalisées, etc.). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 15 pages environ.

Un candidat ne peut être retenu sur la liste restreinte que s'il est ressortissant de l'espace UEMOA ou si le chef de file du groupement est une firme ou un cabinet ressortissant de l'espace UEMOA.

6. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

7. La sélection du bureau de consultants se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.

8. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale et l'expérience spécifique du bureau selon les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Présentation du bureau »	20
2 - « Référence du bureau »	70
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10
Total des points	100

9. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- **Mamata YANOGO** , - Tél : +226 25 42 50 54 poste 50 54,
e-mail : myanogo@uemoa.int ;
- **Anne-Marie YARO** , - Tél : +226 25 42 50 62 poste 50 62
e-mail : ayaro@uemoa.int ;

10. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à la **Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)**.

A l'attention de Monsieur **Jonas GBIAN**, Commissaire Chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) Complexe Administratif de Ouaga 2000, **Bureau 505**, au 5^{ème} Etage Place Monument des Héros nationaux Boîte postale : 01 BP 543 Ouagadougou, Burkina Faso Tél : (226) 25 31 88 73.

Les candidats doivent s'assurer que leurs plis sont effectivement parvenus à la Commission de l'UEMOA dans les délais fixés.

La date limite de dépôt des plis est le 1^{er} 2^{ème} AOUT 2026 à 10 heures 00, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à **16h00 mn au complexe administratif sis à Ouaga 2000.**

Les candidats désireux peuvent prendre part ou se faire représenter à la séance d'ouverture.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et porter visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un bureau d'études en vue de réaliser l'étude d'actualisation du réseau routier communautaire de l'UEMOA** ».

Le Commissaire chargé du Département de l'Aménagement
du Territoire Communautaire et des Transports

Jonas GBIAN

Tône/Religion**10ème séminaire national de formation islamique ouverte à Dapaong**

La 10^e édition du Séminaire national de formation islamique (SENAFI) s'est ouverte le samedi 8 août à Dapaong sur le thème : « Former le leader musulman de demain à l'ère du numérique ».

Cette rencontre de sept jours est initiée par l'Association des élèves et étudiants musulmans au Togo (AEEMT) avec l'appui financier de l'association des commerçants du grand Tône. Elle se tient dans le cadre de la célébration du 30^e anniversaire de l'organisation. L'objectif est de former les jeunes musulmans afin qu'ils deviennent des citoyens accomplis, des acteurs dynamiques utiles à leur communauté religieuse et des ambassadeurs de paix. Le SENAFI sera marqué par des conférences sur le thème central et la situation sécuritaire dans la région ; des formations en gestion de projet ; un championnat de culture général islamique et un concours national interne de récitation du Saint Coran. Des séances d'orientation scolaire en faveur des collégiens et lycéens, des activités sportives telles qu'un gala de football un éco-jogging ainsi qu'une sensibilisation sur le terrorisme sont également prévus. L'aspect religieux de la rencontre va consister à des prières et des prêches. Le secrétaire général du gouvernement des Savanes, Kégbéro Latifou Seigneur a félicité l'association qui depuis,



trois décennies, œuvre à la formation intellectuelle, spirituelle et morale de la jeunesse. « A l'heure où le numérique transforme nos sociétés, il ouvre des perspectives inédites en matière d'accès au savoir, d'innovation et d'entrepreneuriat », a-t-il relevé. M. Kégbéro reconnaît cependant que le numérique constitue également un espace où circulent la désinformation, le discours de haine et les idéologies extrémistes qui cherchent à manipuler les consciences particulièrement celle des jeunes. Face à ces défis, il souligne que la formation, l'éducation et le développement de l'esprit critique demeurent la redoutable arme de la jeunesse. Le président de l'AEEMT, Maliouro Aboudermane Marwane a indiqué que la tenue de cette 10^e édition illustre la maturité de l'association qui est un laboratoire d'excellence et un sanctuaire de haute

spiritualité. « Notre vision c'est de façonner les leaders de demain, les cadres compétents, profondément enracinés dans les valeurs de leur foi, des citoyens modèles face aux défis de l'heure », a-t-il fait savoir. M. Maliouro a demandé aux participants d'être assidus, disciplinés et exemplaires dans leurs comportements tout en cultivant une curiosité intellectuelle. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du maire de Tône 1, du 1^{er} vice-président du Conseil régional des Savanes, du président préfectoral de l'Union musulmane du Togo (UMT-Tône), des imams de Dapaong et de Cinkassé et d'un représentant de l'Evêque du diocèse de Dapaong. Des attestations de reconnaissance ont été décernées à plusieurs personnalités pour leurs soutiens indéfectibles à l'association.

Avec ATOP/JK/BA/BV

Serie A**Bataille Premier League-Liga pour Youssouf Fofana**

Après sa bonne saison en Serie A sous la tunique d' l'AC Milan, Youssouf Fofana est convoité en Premier League et en Liga.

Arrivé en terres italiennes il y a deux saisons, contre 26 millions d'euros, Youssouf Fofana a rapidement réussi à s'imposer en Serie A. Le milieu de terrain milanais sort ainsi de deux saisons particulièrement réussies, pendant lesquelles il s'est affirmé comme une véritable référence à son poste de l'autre côté des Alpes. Si les Lombards ont encore vécu un exercice 2025-2026 assez décevant avec une cinquième place en Serie A,



le joueur tricolore, lui, a répondu présent. Celui qui compte 25 sélections avec le maillot français a notamment brillé grâce à son volume de jeu, son impact

physique, ses qualités de récupérateur, mais aussi son intelligence tactique et sa capacité à casser des lignes. Une polyvalence et une régularité logiquement appréciées au sein de son club, mais également ailleurs en Europe. À 27 ans, l'ancien Monégasque dispose d'ailleurs d'une très belle cote sur le marché. Selon nos informations, Nottingham Forest est toujours très intéressé par les services de Youssouf Fofana et est même passé à la vitesse supérieure.

Avec footmercato.net

Mercato**Le Real Madrid s'intéresse encore à 3 milieux pour oublier Rodri**

Rodri étant annoncé du côté de Barcelone et Mourinho ayant réclamé du renfort au milieu, le Real Madrid va devoir recruter. Et il y a trois profils qui plaisent aux Merengues.

Nous voulons un effectif réduit, avec 20 joueurs plus les blessés, comme Rodrygo, Militao ou Ferland. Mais nous avons aussi besoin d'un nouveau joueur qui puisse faire ce que fait Bernardo, à savoir jouer à plusieurs positions (au milieu, NDLR). Après la rencontre amicale du Real Madrid face à Ferencvaros (victoire 2-1) samedi soir, José Mourinho n'a pas hésité à réclamer, publiquement, du renfort à sa direction. Si les Merengues ont raté Rodri, l'entraîneur portugais s'attend à une nouvelle arrivée dans ce secteur. Et il l'a fait savoir. Une sortie médiatique qui suit des premières informations publiées en Espagne qui allaient dans le sens contraire. Effectivement, il se disait que les dirigeants madrilènes n'avaient pas forcément de recrues suite à l'échec Rodri, et que le mercato pourrait donc être ter-



miné pour les Merengues. Les choses risquent donc de changer avec cette sortie médiatique du Special One.

Trois jeunes joueurs

José Félix Diaz, rédacteur en chef du journal AS, a ainsi expliqué que les décideurs madrilènes continuent d'évaluer plusieurs joueurs comme potentielles recrues pour l'entrejeu. Le nom d'Ayyoub Bouaddi est ainsi donné, même si, comme révélé dans nos colonnes, tout indique que l'avenir de l'international marocain devrait s'écrire du côté de Manchester City. Les

Mancuniens sont très en avance dans ce dossier et devraient rapidement conclure l'opération. En revanche, la voie semble libre pour deux autres joueurs : Adam Wharton (Crystal Palace) et Kees Smit (AZ Alkmaar). Le premier est déjà un joueur performant au plus haut niveau, mais a un problème : son prix potentiel serait de 100 millions d'euros. Quant au jeune talent néerlandais, que le Real Madrid était déjà proche de signer l'été dernier, il devrait coûter la moitié. C'est probablement José Mourinho qui aura le dernier mot dans ce dossier...

Avec footmercato.net

Kéran/ Patrimoine culturel**Le rapport d'évaluation des risques climatiques du site Koutammakou lancé**

Le rapport d'évaluation des risques climatiques et de stratégies d'adaptation du Koutammakou, le pays des Batammariba a été lancé le lundi 10 août à Nadoba, à 24 Km à l'est de Kantè.

Initiée par l'ONG "Corps des volontaires béninois" (CVB) avec le soutien de la Fondation "ALIPH", l'activité s'inscrit dans le cadre du projet "Renforcement de la résilience du patrimoine culturel du Koutammakou face aux changements climatiques et aux conflits (Bénin-Togo)".

L'objectif est d'impliquer tous les acteurs dans la révision des plans de gestion du site grâce à la mise en place d'un mécanisme permettant un suivi des impacts climatiques sur les attributs de ce paysage culturel exceptionnel du Koutammakou.

Il s'agit également pour les autorités béninoises et togolaises d'orienter les différentes décisions en vue de renforcer les capacités

locales grâce à une mobilisation des ressources pour garantir une gestion cohérente et concertée de cet héritage inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les variations de température et de précipitations, la dégradation des sols et de la végétation ainsi que la sécheresse et la raréfaction des matériaux traditionnels menacent la conservation des "Sikien", ces habitations traditionnelles emblématiques du Koutammakou, construites en terre crue.

Au total, 2 277 sikien du côté béninois et 1 928 recensés au Togo sont menacés par les aléas climatiques. La cérémonie a été présidée par le secrétaire général de la Commission nationale pour le patri-

moine culturel (CNPC), Natta N'Poh Labounamah en présence du directeur du Patrimoine culturel du Bénin, Edah Djimmy Djiffa et du directeur exécutif de l'ONG CVB, Ibrahim Tchan.

« Le processus constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération transfrontalière afin de faire du Koutammakou un territoire d'expérimentation et d'apprentissage en matière d'adaptation climatique », a souligné M. Labounamah. Les maires des communes de Toucountouna, Boukoumbé et Natitingou du Bénin et celui de Kéran 3, des partenaires scientifiques, techniques et financiers impliqués dans la gestion du site ont pris part à la cérémonie.

Avec ATOP/PAP/BA/KYA



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**
« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure

+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique